



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM)**

Le Labour - BP 13  
33870 Vayres

Références : 26-0200  
Code AIOT : 0005201370

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM) implanté Le Labour - BP 13 33870 Vayres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRONERI Vayres (ex R&R ICE CREAM)

- Le Labour - BP 13 33870 Vayres
- Code AIOT : 0005201370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRONERI, située à VAYRES, fabrique depuis 1994 des crèmes glacées sous forme de cônes et de bâtonnets, ainsi que dans la fabrication de bûches glacées.

Les principales activités présentes sur le site sont la transformation de produits laitiers et l'exploitation d'une installation de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 mars 1995 complété par les arrêtés du 4 janvier 2008, du 11 janvier 2012, du 23 novembre 2023.

Actuellement, les activités principales du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement relèvent des rubriques suivantes :

- 2230 - réception, stockage traitement et transformation du lait et produits issus du lait sous le régime d'autorisation
- 2921 - installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéro-réfrigérantes (TAR)) sous le régime d'enregistrement - 5 TAR présentes sur site
- 4735 - stockage d'ammoniac sous le régime d'autorisation

Le site emploie une centaine de personnes.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a également permis de solder les derniers points de l'inspection du 14 février 2023 pour lesquels l'exploitant s'était engagé, en réponse à produire des vérifications et transmettre les rapports à l'inspection.

L'inspection s'est attaché à vérifier les éléments de preuve de ces vérifications s'agissant :

- du test d'asservissement des vannes automatiques de coupure à la détection Gaz dans le local chaufferie - rapport de contrôle du 18/12/2024;
- du test d'asservissement des vannes automatiques de coupure à la détection NH3 au niveau d'installation frigorifique - rapport de contrôle du 18/12/2024;
- du test de déclenchement de l'extracteur d'urgence des combles de la chambre froide - rapport de test du 27/12/2024;
- du paramétrage des contrôles de niveau des récipients NH3.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, l'exploitant dispose des informations attendues s'agissant des produits chimiques qu'il met en œuvre, assure l'information du personnel et est en capacité de fournir l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS)

Sur site, le stockage et les conditions d'utilisations des produits sont apparus cohérents avec les préconisations des FDS. Il est cependant attendu de l'exploitant qu'il mette en œuvre les rétentions nécessaires au niveau du local de stockage des arômes.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un tableau recensant l'ensemble des produits chimiques utilisés sur le site. Cet inventaire a été présenté à l'inspection.</p> <p>Les produits listés dans l'inventaire sont principalement des produits de nettoyage et de désinfection mais peuvent aussi comprendre des produits, tels que des arômes entrant dans les recettes de fabrication.</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) est accessible sur le réseau de l'entreprise par l'ensemble du personnel. Sur place, des fiches de données de sécurité simplifiées sont affichées dans les locaux de stockage (produits chimiques notamment).</p> <p>L'inspection a consulté, par sondage, l'accès aux FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acide nitrique 53 % - révision du 01/10/2022 - mention de dangers H290, H331, H314 - substance utilisé pour le nettoyage des installations conditionnées en bidons de 26 kg stockés dans le local produits chimique et dans une cuve inox à l'extérieur</li> <li>- P3 OXONIA Active S - révision du 01/09/2024 - mention de dangers H314, H410 - désinfectant stocké en bidons de 26 kg et en extérieur dans un Grand récipient vrac (GRV) de 1400 kg</li> <li>- Citron / Limette - révision du 24/05/2024 - mention de dangers H226, H319 - arôme stocké en bidons dans le local des arômes.</li> </ul> <p>Les FDS sont répertoriés dans une banque de matières premières nationale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié sur site, pour les produits identifiés au point précédents, les conditions de mise en œuvre des préconisations des FDS : manipulation et stockage, mesure à prendre en cas de déversement, moyens de défense incendie.</p>

<p>L'inspection a pu constater la mise en œuvre effective des FDS simplifiées sur les lieux de stockage.</p> <p>A l'intérieur de l'unité de production :</p> <p>Les produits chimiques conditionnés en bidons (produits de nettoyage et de désinfection) sont stockés dans un local produits chimiques. Chaque référence de produit dispose d'emplacements et de rétentions dédiés au sein du local. L'inspection n'a pas constaté d'erreur de stockage. Les arômes sont stockés dans un local dédié (coupe-feu). L'inspection a pu constater sur site la disponibilité de différents moyens d'extinction : extincteur à eau, extincteur CO2, etc.</p> <p>En extérieur,</p> <p>L'exploitant a présenté le stockage en GRV de P3 OXONIA Active, sur rétention et le stockage d'acide nitrique en cuve Inox. Cette cuve inox est associée à une rétention dédiée (cf. point suivant).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu globalement constater que l'ensemble des produits chimiques contrôlé était bien disposé sur des rétentions correctement dimensionnées à l'exception des produits stockées dans le local arôme pour lesquels les capacités de rétention apparaissaient insuffisantes au regard de la quantité stockée.</p> <p>S'agissant de produits classés en tant que liquides inflammables; selon les dispositions</p>

applicables, pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à 50 % de la capacité totale des « récipients ». Or le volume des rétentions mises en œuvre dans la partie basse des racks de stockage, ne représentait manifestement pas 50 % du volume total stocké au droit de la rétention. Par ailleurs, compte tenu de la configuration du local - présence d'un siphon au centre - il ne peut être considéré que le local constitue en soi une rétention. Cet écart constitue une non-conformité susceptible de conduire à des suites administratives.

S'agissant du stockage d'acide nitrique dans la cuve inox extérieur, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier du volume de la cuve et du volume de la rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois :**

- l'exploitant prend les dispositions pour mettre en œuvre le volume de rétention nécessaire au niveau du local arôme au regard des dispositions applicable de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 suscité. Il justifie les dispositions mise en œuvre auprès de l'inspection.
- l'exploitant justifie du volume de la cuve inox et de la rétention associée au stockage d'acide nitrique à l'extérieur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Les incompatibilités de produits sont identifiées :

- acides / bases
- comburants / inflammables

La gestion des incompatibilités est assurée par l'organisation des rétentions, en particulier au sein du local produits chimiques dans lequel sont stockées des acides et des bases. Comme décrit plus haut, chaque typologie de produit dispose d'emplacements et de rétentions dédiés au sein du local. L'inspection n'a pas constaté d'erreur de stockage; l'ensemble des produits était conditionné fermé.

Les liquides inflammables (arômes) sont stockés dans un local dédié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  A la demande de l'inspection, l'exploitant a pu présenter un état des stocks des produits stockés. La gestion des stocks est assuré via un outil d'ERP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite